

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

REVUE MENSUELLE
D'ÉCONOMIE POLITIQUE

ET DES
QUESTIONS AGRICOLES, MANUFACTURIÈRES
ET COMMERCIALES.

TOME VINGT-QUATRIÈME.

(3^e année. — Août à Novembre 1849.)



Pr
Rn. 8

PARIS
CHEZ GUILLAUMIN ET C^o, LIBRAIRES,

Éditeurs du Dictionnaire du Commerce et des Marchandises, de la Collection des principaux Economistes, etc.

RUE RICHELIEU, 14.

1849

10960

TABLE DES MATIÈRES DU TOME VINGT-QUATRIÈME.

N° 101. — 15 août 1849.

	Pages.
De l'assistance publique, par M. AD. BLAISE (des Vosges).....	1
L'Industrie des théâtres, à propos de la crise actuelle, par M. G. DE MOLINARI...	12
Questions de douanes, par M. LAVOLLÉE, ancien directeur du commerce extérieur au ministère de l'agriculture et du commerce.....	30
Documents sur la Californie, par M. A. LEGOÛT.....	41
Exposition des produits de l'Industrie française en 1849 : I. Les machines, par M. CH. COQUELIN ; — II. L'agriculture à l'exposition, par M. L. L.....	58
Mesures financières proposées par M. PASSY, ministre des finances : I. Exposé de la situation financière ; II, III, IV et V. Exposés des motifs et projets de loi d'im- pôt sur les boissons, sur l'enregistrement, sur le revenu et sur l'amortissement..	70
Congrès des amis de la paix universelle.....	101
<i>Bulletin.</i> — Du Commerce d'exportation en Angleterre.....	104
La Bourse de Paris pendant le mois de juillet 1849.....	106
Situations hebdomadaires de la Banque de France et de ses succursales.....	108
<i>Bibliographie.</i> — Histoire du communisme par M. Sudre. (Compte-rendu par M. H. B.).....	110
La Révolution de 1848, par M. Dunoyer, membre de l'Institut.....	112
<i>Chronique.</i>	120

N° 102. — 15 septembre 1849.

De l'Organisation communale, cantonale et départementale, à propos de la proposi- tion de M. RAUDOT, par M. DE CÉSÉNA.....	121
Questions de douanes. — Industries principales. — Leur régime, leurs progrès comparés, par M. P. LAVOLLÉE, ancien directeur du commerce extérieur au mi- nistère de l'agriculture et du commerce. (Suite.).....	132
Le Congrès de la paix, à Paris. — Résolutions du Congrès. — Discours de MM. Vic- tor Hugo, Cobden, Henry Vincent, etc. — Compte-rendu par M. M.....	152
Observations sur un nouveau système de circulation, à propos de la situation des banques, par M. MICHEL.....	173
Exposition des produits de l'Industrie française en 1849. — III. L'industrie pari- sienne, par M. L. L.....	178
Nécrologie. — Alcide Fonteyraud, par M. BLANQUI, membre de l'Institut.....	182
Défense de la réforme économique en Angleterre, par sir ROBERT PEELE, traduit et annoté par ALCIDE FONTEYRAUD.....	185
Revue de l'Académie des sciences morales et politiques.....	193
Des Intérêts matériels dans le midi de la France, par M. Gustave Ducru. (Compte- rendu par M. CHARLES COQUELIN.).....	199
<i>Bulletin.</i> — Mariages et abondance. — Faits importants relatifs aux mesures li- bre-échangistes.....	210
Plans financiers des chartistes.....	213
Situations hebdomadaires de la Banque et de ses succursales.....	214
La Bourse de Paris pendant le mois d'août.....	217
<i>Bibliographie.</i> — Recherches historiques et statistiques sur l'intempérance des classes laborieuses, et sur les enfants trouvés, par L. A. Labourt, 1 vol. in-8, deuxième édition.....	217
<i>Chronique.</i>	219

N° 103. 15 octobre 1849.

De l'impôt des boissons, par M. DAVID (du Gers), ancien membre de la Constituante.	225
La Patrie, statistique sommaire de la France, par M. MOREAU DE JONNÈS.....	215
Etude sur les Banques (suite), par M. GUSTAVE DU PUYNODE.....	254

	Pages.
De l'influence de l'instruction sur la moralité des populations, par M. ALLART...	266
Des réformes à opérer dans le régime des hôpitaux, par M. L. LAMOTHE.....	277
<i>Bulletin.</i> — Opérations de la Caisse d'épargne en 1848.....	286
Albert Gallatin.....	304
Le Gruyère national.....	305
Situations hebdomadaires de la Banque de France et de ses succursales....	306
La Bourse de Paris pendant le mois de septembre 1849.....	308
<i>Bibliographie.</i> — De la puissance américaine. — Origines. — Institutions. — Esprit politique. — Ressources militaires, agricoles, commerciales et industrielles, par <i>Guillaume-Tell Poussin</i>	313
La France avant la Révolution. — Son état politique et social en 1787, à l'ouverture de l'Assemblée des notables, et son histoire depuis cette époque jusqu'aux États généraux, par M. <i>Raudot</i> , représentant du peuple.....	313
<i>Chronique</i>	314

N° 104. 15 novembre 1849.

De l'encouragement aux associations ouvrières, voté par l'Assemblée constituante, par M. L. PAILLOTTET, ex-vice-président du Conseil des Prud'hommes..	321
La liberté des théâtres à propos de deux projets de loi soumis au Conseil d'Etat, par M. MOLINARI.....	342
Exposition des produits de l'industrie française en 1849, par M. COQUELIN.....	352
Les Soirées de la rue Saint-Lazare, Entretiens sur les lois économiques et défense de la propriété, par M. G. de Molinari. (Compte-rendu par M. CH. C.).....	364
Revue de l'Académie des sciences morales et politiques.....	372
<i>Bulletin.</i> — Résumé du tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères pendant l'année 1848.....	384
Rapport de M. Benoist d'Azy sur les projets de loi relatifs aux Sociétés de secours mutuels et aux Caisses de retraite.....	395
Situations hebdomadaires de la Banque de France et de ses succursales.....	421
La Bourse de Paris pendant le mois de novembre 1849.....	423
Qu'il faut enseigner l'économie politique, par M. A. de Broglie.....	425
Trois meetings des amis de la paix à Londres, Birmingham et Manchester.....	426
<i>Bibliographie.</i> — Recherches sur la civilisation. <i>An inquiry into the currency, etc.</i> , par M. <i>Thomas Tooke</i>	437
La liberté aux États-Unis, par <i>Michel Chevalier</i> . Broch. in-8 de 55 pages.....	437
<i>Chronique</i>	438

FIN DE LA TABLE DU TOME VINGT-QUATRIÈME.

CHRONIQUE.

Sommaire. — Progrès de l'enseignement économique. — Question des limites de l'action de l'Etat et de l'action individuelle débattue à la Société d'économie politique. — Meeting contre l'emprunt d'Autriche. — Discours de M. Cobden et de lord Dudley Stuart. — Embarras de la Commission des finances. — Nouveaux projets sur le timbre et les patentes. — Plan financier de M. de Girardin. — Projet de loi sur les coalitions. — Triomphe de M. Charles Dupin sur M. Pelletier. — Mouvement de la presse quotidienne socialiste. — La politique : arrestation de M. Scialoja, etc.

Dans sa dernière séance, la Société des économistes a écouté avec intérêt des détails sur quelques progrès de l'enseignement de l'économie politique.

Le budget pour 1850, proposé par M. Passy, porte la création d'une chaire à l'École forestière de Nancy, d'où les jeunes gens sortent imbus de ce socialisme réglementaire qui infecte nos administrations et qui ressemble tant à l'autre socialisme. Cette chaire sera désignée sous le nom bâtarde d'économie forestière ; mais il y a tout lieu d'espérer que M. le ministre des finances ne laissera pas sacrifier, dans le programme, les notions de la science à des détails de technologie ou de manutention forestière, qui doivent avoir leur place dans un autre cours.

Le collège municipal (aujourd'hui Chaptal et naguère François 1^{er}, avant les décrets de M. H. Carnot) que la ville de Paris a établi, il y a quelques années, pour soustraire une partie des enfants de la classe moyenne à l'influence de l'enseignement exclusivement classique, aura cette année un cours d'économie politique pour les élèves de sixième année. Ce cours, porté au programme sanctionné par le Conseil de l'Université lui-même, n'avait point encore pu être fait, parce que c'est la première fois que les cours de sixième année sont professés dans cette école. Nous remarquons également, dans la liste des études de cette sixième année, des leçons de statistique rationnelle.

Conformément à la loi qui a été votée par l'Assemblée constituante sur l'enseignement agricole, il y aura à l'Institut agronomique supérieur de Versailles un cours dit d'économie rurale. Le programme de ce cours a été dressé par une Commission mixte d'agriculteurs et d'économistes. Sous peu de jours, le ministre du commerce doit faire connaître les termes de ce programme ainsi que l'époque du concours, qui aura bientôt lieu.

Très-probablement aussi, le collège Arménien établi à Paris aura un cours d'économie politique.

Dans un de ses derniers numéros la *Gazette de Madrid*, en annonçant l'ouverture du cours de statistique fondé depuis quelques années par la Société économique de Madrid, disait que les élèves, pour être admis, devaient avoir étudié les mathématiques et l'économie politique. Et, en effet, cette dernière science est maintenant cultivée dans la plupart des Universités espagnoles. Nous en avons acquis l'assurance en lisant, dans le même journal, l'annonce du dépôt à tous les secrétariats de ces Universités, de la traduction des *Éléments d'économie politique* de M. Joseph Garnier, que vient de publier, en espagnol, M. Eugène de Ochoa, employé au ministère du commerce de Madrid.

M. H. Say a ensuite rappelé que l'économie politique a été introduite ré-

gement dans le programme pour l'admission des auditeurs au Conseil d'État, comme elle l'avait été, il y a deux ans, par les efforts de M. Michel Chevalier, dans le programme pour l'admission des élèves consuls.

Après ces communications, M. Say, qui présidait, a proposé de porter la conversation sur un sujet très-délicat (qui avait déjà été abandonné dans une séance précédente par une digression relative à l'assistance), sur la question de savoir quelles sont les limites des fonctions de l'État et de l'action individuelle; si ces limites sont bien tranchées, et s'il y a moyen de les préciser. Malheureusement, comme M. Say a dit que ce sujet lui était suggéré par la lecture de l'ouvrage que vient de publier M. Molinari (*Les Soirées de Saint-Lazare*, dialogues sur divers principes d'économie sociale), il n'en a pas fallu davantage pour que la question principale fût encore une fois abordée très-timidement et que la discussion portât sur divers autres sujets traités par M. de Molinari, et notamment sur le principe d'expropriation pour cause d'utilité publique, que cet écrivain a combattu de la manière la plus absolue. Néanmoins, la conversation a été à la fois très-vive et très-instructive. MM. Coquelin, Bastiat, de Parieu, Wolowski, Dunoyer, Sainte-Beuve, représentant de l'Oise (qui assistait pour la première fois à la réunion, ainsi que M. Lopès-Dubec, représentant de la Gironde), Rodet et Raudot, de Saône-et-Loire, ont successivement demandé la parole.

M. Coquelin, ayant pris pour point de départ de la discussion l'opinion de M. de Molinari (qui pense que, dans l'avenir, la concurrence pourra s'établir entre des compagnies d'assurance, capables de garantir la sécurité aux citoyens qui seraient leurs clients), a fait remarquer que M. de Molinari n'avait pas pris garde que, sans une autorité suprême, la justice n'avait pas de sanction, et que la concurrence, qui est le seul remède contre la fraude et la violence, qui seule est capable de faire triompher la nature des choses dans les rapports des hommes entre eux, ne pouvait pas exister sans cette autorité suprême, sans l'État. Au-dessous de l'État, la concurrence est possible et féconde; au-dessus, elle est impossible à appliquer et même à concevoir. M. Bastiat a parlé dans le même sens que M. Coquelin; il croit que les fonctions de l'État doivent être circonscrites dans la garantie de la justice et de la sécurité; mais, comme cette garantie n'existe que par la force, et que la force ne peut être que l'attribut d'un pouvoir suprême, il ne comprend pas la société avec un pareil pouvoir attribué à des corps égaux entre eux, et qui n'auraient pas un point d'appui supérieur. M. Bastiat s'est ensuite demandé si l'exposé bien net, bien clair et bien palpable de cette idée, que l'État ne doit avoir d'autre fonction que la garantie de la sécurité, ne serait pas une propagande utile et efficace en présence du socialisme qui se manifeste partout, même dans l'esprit de ceux qui voudraient le combattre.

M. de Parieu, suivant M. de Molinari dans la discussion d'un idéal très-lointain, pense que la question soulevée par ce dernier est celle de la lutte entre la liberté et la nationalité. Or, il n'est pas impossible que ces deux principes se concilient assez naturellement. Déjà la Suisse offre des exemples de populations qui se séparent d'anciens cantons, pour fonder des États indépendants. Ils se décentralisent d'une certaine manière; mais ils restent unis sous le rapport de la nationalité. M. Rodet a également cité les exemples analogues que présente l'histoire des développements de l'Union américaine.

M. Wolowski a émis l'opinion que la civilisation des peuples comporte la

coexistence de deux principes marchant parallèlement : le principe de la liberté de l'individu, et le principe de l'état social, qu'il ne faut pas méconnaître, et qui est doué de sa vie propre. L'honorable représentant ne pense pas que l'avenir soit au morcellement des nations, il croit au contraire à leur agrandissement par voie d'annexions successives.

M. Dunoyer, comme M. Coquelin et M. Bastiat, pense que M. de Molinari s'est laissé égarer par des illusions de logique; et que la concurrence entre des compagnies gouvernementales est chimérique, parce qu'elle conduit à des luttes violentes. Or, ces luttes ne finiraient que par la force, et il est plus prudent de laisser la force là où la civilisation l'a mise, dans l'Etat. Toutefois, M. Dunoyer croit que la concurrence s'introduit en fait dans le gouvernement par le jeu des institutions représentatives. En France, par exemple, tous les partis se font une véritable concurrence, et chacun d'eux offre ses services au public, qui choisit bien réellement toutes les fois qu'il vote au scrutin. M. Dunoyer a voulu dire aussi que si M. de Molinari avait été trop absolu en proscrivant toute espèce d'expropriation pour cause d'utilité publique, on avait été, dans ces derniers temps, trop enclin à violer la propriété; il a cité les tendances du gouvernement avant février 1848, ainsi que les doctrines émises au sein de la Constituante, avec l'adhésion, pour ainsi dire, de la majorité. M. Sainte-Beuve et M. Bastiat n'ont pas accepté l'accusation dirigée contre la majorité d'une assemblée à laquelle ils ont appartenu. Toujours est-il que si, en fait, l'Assemblée constituante n'a pris aucune détermination dans le sens dont a parlé M. Dunoyer, il y a tout lieu de croire que ce n'est pas par un jugement parfaitement sain de la majorité, que ce n'est pas par raison économique, mais bien par esprit de *réaction* politique contre l'extrême gauche, dominée par le socialisme, qu'elle a agi ainsi.

M. Raudot, qui a parlé le dernier, a partagé l'avis de M. Wolowski sur la probabilité en faveur de la formation d'États de plus en plus grands dans l'avenir; mais il pense que cette concentration conduirait les peuples à la plus grande tyrannie et à la plus grande misère, si l'Etat continuait à vouloir tout absorber et à laisser les municipalités sous une tutelle qui énerve la vie des communes et engendre le socialisme, dont on commence à comprendre les dangers.

Comme on le voit, la question primitive indiquée par M. Say n'a pas été spécialement traitée, mais plusieurs membres de la réunion se sont promis d'y revenir.

—Un grand meeting a eu lieu le 8 octobre à la Taverne de Londres, au sujet de l'emprunt des 7,000,000 liv. st. sollicité par le gouvernement autrichien. La salle a été de bonne heure envahie par un public nombreux. On remarque sur la plate-forme MM. Richard Cobden, G. W. Alexander, Lord Dudley Stuart, John Scoble, etc.

M. ALEXANDER, membre de la Société des Amis est appelé à présider la réunion :

M. COBDEN, qui est accueilli par une bruyante explosion d'applaudissements, propose la résolution suivante :

« Que le gouvernement autrichien ayant cherché à contracter un emprunt dans les pays étrangers, les capitalistes et les hommes d'affaires sont invités à examiner la situation financière de ce gouvernement, et les probabilités de remboursement de l'emprunt à contracter.